

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/125
7 mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QUE CE SOIT DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 3 mars 1994, adressée au Président de la Commission
des droits de l'homme par le Représentant permanent du Royaume
des Pays-Bas auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

J'ai été informé qu'à la 49ème séance de la cinquantième session de la Commission des droits de l'homme, le 2 mars 1994, S.E. M. Abdelaziz Shiddo, ministre de la justice et Attorney-General de la République du Soudan, avait fait une déclaration dans laquelle il s'était référé à un rapport présenté par notre Ministre de la coopération pour le développement, M. J. Pronk, à la deuxième Chambre du Parlement néerlandais le 10 janvier 1994. Le Ministre de la justice de la République du Soudan a cité des extraits de ce rapport dans le texte de sa déclaration, texte qui a été distribué à la Commission.

J'ai été prié par mon gouvernement de vous présenter le texte intégral de la communication adressée par M. Pronk au Parlement le 10 janvier 1994, avec sa traduction en anglais. Je tiens à attirer l'attention, en particulier, sur la conclusion figurant à la fin de la communication de notre Ministre, où il est dit que celui-ci conclut que les rapports sur la situation des droits de l'homme dans la région des monts Nouba établis par Amnesty International et d'autres sont largement fondés sur des faits.

J'ai également été prié de faire savoir que mon gouvernement souscrivait au rapport présenté à la Commission par le Rapporteur spécial, M. Gáspár Bíró. Notre Ministre a eu des contacts fréquents avec M. Bíró avant et après sa visite au Soudan.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette communication à l'attention de la Commission.

L'Ambassadeur,

(Signé) J.F. BODDENS-HOSANG

Au Président de la Chambre
basse du Parlement

Sujet : Ma visite au Soudan

Date : 10 janvier 1994

Je me suis rendu au Soudan du 23 au 27 octobre 1993. En effet, lors de ma visite à Khartoum en avril 1993, le président Omar Al Bashir m'avait invité à effectuer un autre voyage dans la région des monts Nouba, afin de me permettre d'observer personnellement la situation qui y prévalait. Selon les rapports d'Amnesty International, d'Africa Watch et d'autres sources, des violations graves des droits de l'homme se produiraient dans la région des monts Nouba. J'ai accepté cette invitation, à condition d'être autorisé à me rendre où je le souhaitais et à rencontrer qui je voulais, du moins dans la partie de cette région qui est contrôlée par le gouvernement.

Outre cette visite dans la région des monts Nouba, j'ai rencontré à Khartoum des représentants du gouvernement et de l'opposition. Ces entretiens, qui faisaient suite à ceux que j'avais déjà eus en mars et en avril 1993, ont porté principalement sur la guerre civile dans le sud, l'aide humanitaire et les perspectives de paix. Je vous ai rendu compte de mes précédents entretiens dans ma communication du 13 avril 1993.

1. Ma visite dans la région des monts Nouba

Le peuple nouba comprend des dizaines de subdivisions tribales et de clans qui parlent des langues très diverses. Il compte des musulmans, des chrétiens et des animistes.

Du 24 au 26 octobre, je me suis rendu dans un certain nombre de villages et de camps (ou "villages de la paix") nouba au Kordofan, où je me suis entretenu avec les habitants :

- Angarko, un village de la paix dans la province de Dilling
- Samasin, un village dans la province de Dilling
- Kulkul, un village dans la province de Dilling
- Kuwayk, un village dans la province de Dilling
- Kuwayk, un village dans la province de Kadugli
- un village de la paix aux environs de Kadugli, où vivent des personnes déplacées originaires d'Agab
- Saburi, un village dans la province de Kadugli dans les monts Nouba
- Lagori, dans la province de Kadugli (village des monts Nouba partiellement abandonné)

- Al Ifayn, dans la province de Kadugli (village des monts Nouba détruit)
- un district de la ville de Kadugli habité essentiellement par des Arabes baggara
- un district de la ville de Kadugli habité essentiellement par des chrétiens nouba
- le camp d'Es Salaam, village de la paix près de Kadugli
- le camp d'A'idin près de Kadugli, peuplé de rapatriés ayant combattu aux côtés de l'APLS.

J'ai pu rencontrer qui je voulais. Plusieurs entretiens se sont déroulés hors de la présence des autorités.

Les villages de la paix institués par les autorités à l'intention des réfugiés nouba semblent être bien organisés, avec des infrastructures de base adéquates compte tenu des circonstances. On a alloué aux résidents des petits lopins de terre où ils peuvent cultiver de la nourriture; les résidents peuvent circuler librement dans le camp et à l'extérieur, et s'ils quittent définitivement le camp, le fait est enregistré. La plupart - mais pas la totalité - des représentants officiels ont déclaré qu'ils considéraient les villages de la paix comme des établissements permanents. Dans la mesure où la population y est concentrée, il est plus facile d'assurer certains services, par exemple l'enseignement. Presque tous les résidents avec qui j'ai parlé ont dit qu'ils voulaient retourner dans leur village d'origine quand la paix serait rétablie. Le sort des personnes dans ces camps était nettement préférable à celui des résidents des camps pour personnes déplacées dans le sud du Soudan que j'ai vus en mars 1993; la situation y est également meilleure que dans le camp d'El Meiram, au sud-ouest des monts Nouba, que j'ai également visité et qui est peuplé surtout de Dinkas du sud du Soudan; elle est meilleure enfin que dans les camps de personnes déplacées aux alentours de Khartoum.

Dans les villages que j'ai visités sur la route de Dilling à Kadugli, de même que dans les villages éloignés situés à l'est de Kadugli, il n'y a pratiquement aucune infrastructure de base. Les gens avec lesquels je me suis entretenu ont tous déclaré qu'il y a quelques années, la situation était très difficile : des gens ont été assassinés et racolés de force, du bétail a été volé et des villages détruits. Les coupables auraient été soit des rebelles de l'ALPS, soit des milices arabes. Lors de ma visite, la sécurité était meilleure et les gens regagnaient progressivement leurs villages dévastés, voire abandonnés parfois. La quantité d'armes dans la région est impressionnante; dès 1986, les autorités avaient entrepris de distribuer des armes à des groupes de particuliers.

A Kadugli, j'ai rencontré aussi des représentants de deux églises chrétiennes. S'ils avaient connu de gros problèmes dans le passé - restrictions à la liberté de mouvement et arrestations arbitraires de prêtres -, la situation s'était améliorée depuis le début de l'année.

Selon ces interlocuteurs, cela était dû en partie aux pressions internationales. Les chrétiens étaient désormais libres de pratiquer leur religion sans problème.

2. Entretiens à Khartoum

Le processus de paix au Soudan a été le principal sujet des entretiens que j'ai eus à Khartoum avant et après ma visite dans la région des monts Nouba. J'ai rencontré des responsables du gouvernement et de l'opposition, à savoir :

- Le président Omar Hassan Ahmed Al Bashir
- Le Ministre des affaires fédérales et porte-parole du gouvernement pour les négociations de paix, M. Ali Al Haj
- Le Ministre d'Etat attaché au Président et responsable des questions politiques et des questions de sécurité, M. Ghazi Salah Eddin Atabani
- Le Ministre des affaires étrangères, M. Hussain Suleiman Abu Salih
- Le Ministre d'Etat pour les affaires sociales chargé de l'aide d'urgence et de la reconstruction, M. Abou Ouof
- Le Ministre de l'aide d'urgence et de la reconstruction, M. Abdallah Deng Niyal
- Le Ministre chargé des affaires financières et économiques, M. Abdel Rahim Mahmoud Hamdi
- Le Ministre du logement dans l'Etat de Khartoum, M. Banaga (l'architecte des déplacements forcés)
- M. Hasan Al Turabi, idéologue du Front islamique national
- M. Sadiq Al Mahdi, ancien Premier Ministre
- M. Abel Alier, ancien Vice-Président.

Durant mes entretiens avec le président Al Bashir, j'ai informé celui-ci de ma visite dans la région des monts Nouba. J'ai aussi engagé instamment le Président à faire en sorte que des infrastructures de base soient assurées dans les villages d'où les réfugiés sont originaires dès que la situation le permettra, afin que les gens puissent réellement choisir entre rester dans les villages de la paix ou rentrer dans leur foyer. En ce qui concerne les pourparlers de paix internationaux en cours, par ailleurs, j'ai exhorté le Président à ne pas lancer d'offensive militaire bien que John Garang ait déclaré qu'à compter du 25 octobre, les actions militaires contre les autorités seraient reprises.

Durant mes entretiens avec les représentants du gouvernement, les inconditionnels comme les modérés m'ont paru plus favorables qu'en avril à des négociations en vue de mettre fin rapidement à la guerre dans le sud. Nous avons évoqué l'initiative de médiation du président Carter et l'initiative de médiation de l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (initiative menée par les présidents du Kenya, de l'Ouganda, de l'Ethiopie et de l'Erythrée, sous la conduite du président kényan Moi) et j'ai annoncé aux représentants du gouvernement que les Pays-Bas faisaient une contribution au Centre Carter pour essayer d'aider à résoudre le conflit. Ces représentants ont exprimé la profonde méfiance que leur inspiraient l'ALPS et les pays qui, selon eux, appuyaient cette dernière.

Durant ces entretiens, M. Hasan Al Turabi, l'idéologue influent du mouvement fondamentaliste au pouvoir, le Front islamique national, a dit sa conviction que les trois Etats du Sud devraient être autorisés à décider eux-mêmes si le droit pénal dérivé de la chari'a devait s'appliquer sur leur territoire. Il a également estimé qu'il faudrait éventuellement revoir le tracé des frontières des Etats du Sud afin que leur gouvernement représente mieux leur population, dans l'espoir que cela aiderait à régler le conflit. Enfin, il a dit - et le fait vaut d'être noté - que quatre ou cinq ans après le rétablissement de la paix, il pourrait y avoir un référendum sur l'avenir du Sud, avec l'option de la sécession.

En ce qui concerne la liberté religieuse au Soudan, plusieurs interlocuteurs, y compris le ministre Ghazi Atabani, ont confirmé que la loi controversée de 1962 sur les missions, qui assujettit les activités des Eglises étrangères à un système d'autorisation restrictif, était en voie de révision dans un sens favorable.

Le ministre Hamdi a évoqué le déclin constant du Soudan sur le plan économique. J'ai profité de cette occasion pour expliquer la nouvelle politique des Pays-Bas en matière de coopération pour le développement avec son pays, en soulignant qu'actuellement seuls une aide à la reconstruction et des secours d'urgence étaient possibles. J'ai également fait valoir que la fin de la guerre civile était une condition préalable à toute amélioration des relations avec les institutions financières et les donateurs internationaux. J'ai assuré en outre le ministre Hamdi que dès qu'il y aurait des perspectives réelles de paix, je serais prêt à engager les institutions financières et les donateurs internationaux à en tenir compte pour allouer une aide internationale. Avec les ministres Ouof, Deng et Banaga, j'ai discuté de plusieurs projets possibles pour faciliter la réinsertion des personnes déplacées et pour acheminer le ravitaillement dans le sud.

Durant mon séjour à Khartoum, je me suis rendu dans plusieurs camps de personnes déplacées et j'ai rencontré des représentants des principales organisations non gouvernementales internationales; ceux-ci m'ont dit que depuis la visite de l'ambassadeur Traxler, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les affaires humanitaires, il y avait eu des améliorations, mais il restait très difficile d'obtenir des autorités soudanaises l'autorisation d'entreprendre de nouvelles activités dans le Sud.

3. Conclusion

En résumé, j'ai été amené à conclure que les rapports établis par Amnesty international et par d'autres sur la situation des droits de l'homme dans la région des monts Nouba étaient largement fondés sur des faits. Les Nouba qui ont fui leurs villages parce que leur sécurité était compromise sont hébergés par le Gouvernement soudanais dans des camps dits "villages de la paix" où on les incite à s'adapter à une culture hautement islamique et arabe. Pour ce qui est de leurs conditions de vie en général, les Nouba sont dans une situation meilleure que les résidents des camps pour personnes déplacées dans le sud du Soudan, près de Khartoum, ou que les Dinkas du camp d'Al Meiram, que j'ai également visité. Dès que les conditions de sécurité le permettront, un certain nombre de Nouba retourneront peu à peu dans leurs villages d'origine. Il ressort de mes entretiens avec des chrétiens à Kadugli que leur situation s'est améliorée, notamment, selon eux, grâce aux pressions exercées par la communauté internationale sur le Gouvernement soudanais.

La volonté des dirigeants soudanais actuels de trouver une solution durable au conflit dans le sud du Soudan, au moyen de négociations réalistes, semble se confirmer. Le plus gros problème reste la guerre qui perdure. Pour le moment, le seul moyen de régler le conflit est de maintenir une pression ininterrompue sur le plan économique et politique, parallèlement à un engagement croissant des pays de la région en faveur d'un règlement pacifique.

Le Ministre de la coopération
pour le développement

J.P. Pronk
